

Le montant des frais d'administration définitivement octroyé, fixé conformément à la présente disposition, est ensuite inclus dans la clôture des comptes de l'année de service concernée.

Art. 5. Le présent arrêté s'applique pour la première fois pour l'année de service 2023.

Art. 6. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 mars 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Indépendants,
D. CLARINVAL
Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

Het definitief toegekende bedrag aan administratiekosten, vastgesteld overeenkomstig deze bepaling, wordt vervolgens opgenomen in de afsluiting van de rekeningen van het betrokken dienstjaar.

Art. 5. Dit besluit is voor de eerste maal van toepassing op het dienstjaar 2023.

Art. 6. De minister bevoegd voor Sociale Zaken en de minister bevoegd voor Zelfstandigen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 maart 2023.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Zelfstandigen,
D. CLARINVAL
De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[2023/201542]

12 MARS 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, l'article 86, § 3, modifié par les lois des 22 août 2002, 29 mars 2012 et 7 mai 2019 et l'article 110, § 4, alinéa 2, inséré par la loi du 12 janvier 2023;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'assurance indemnités des indépendants salariés du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, donné le 21 septembre 2022;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 octobre 2022;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 21 octobre 2022;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;

Vu l'avis n° 72.897/2 du Conseil d'Etat donné le 6 février 2023 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et du Ministre des Indépendants, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 24 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants, remplacé par l'arrêté royal du 26 avril 2007, les mots « L'octroi des indemnités visées au titre 1^{er} est supprimé » sont remplacés par les mots « Sous réserve de l'application de l'article 25/12, § 1^{er}, en cas d'absence du titulaire à l'examen médical organisé par le médecin-conseil s'il n'a pas fourni les données exigées pour l'évaluation de ses capacités restantes, l'octroi des indemnités visées au titre 1^{er} est supprimé ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[2023/201542]

12 MAART 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, artikel 86, § 3, gewijzigd bij de wetten van 22 augustus 2002, 29 maart 2012 en 7 mei 2019 en artikel 110, § 4, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 12 januari 2023;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, gegeven op 21 september 2022;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 oktober 2022;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 21 oktober 2022;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving uitgevoerd overeenkomstig artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het advies nr. 72.897/2 van de Raad van State, gegeven op 6 februari 2023 in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en de Minister van Zelfstandigen, en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 24 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten, vervangen bij het koninklijk besluit van 26 april 2007, worden de woorden "De toekenning van de in titel I bedoelde uitkeringen wordt" vervangen door de woorden "Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 25/12, § 1 in geval van de afwezigheid van de gerechtigde op het medisch onderzoek georganiseerd door de adviserend arts als hij de vereiste gegevens voor de inschatting van zijn restcapaciteiten niet heeft bezorgd, wordt de toekenning van de in titel I bedoelde uitkeringen".

Art. 2. Dans le titre Ier, chapitre III, du même arrêté, il est inséré une section 2/2, comportant l'article 25/12, rédigée comme suit :

« Section 2/2. Responsabilisation des titulaires reconnus en incapacité de travail

Art. 25/12. § 1^{er}. En vue de l'examen médical visé à l'article 25/4, § 1^{er}, alinéa 3, le titulaire reçoit une invitation dans laquelle il est mentionné qu'en cas d'absence à l'examen médical susmentionné sans justification valable, le montant journalier des indemnités sera réduit de 2,5 pourcents.

Le titulaire qui ne se présente pas à l'examen médical sans justification valable, reçoit un envoi recommandé fixant, dans un délai d'un mois à dater de la date initiale planifiée, une nouvelle date pour cet examen médical. Cet envoi recommandé avertit en outre le titulaire qu'en cas de nouvelle absence à cet examen médical sans justification valable, le montant journalier des indemnités sera réduit de 2,5 pourcents à partir de la date de cette nouvelle absence.

Si le titulaire est effectivement absent une seconde fois sans justification valable à l'examen médical, le montant journalier des indemnités est réduit de 2,5 pourcents à partir de la date fixée pour cet examen jusqu'à la date à laquelle le titulaire contacte le médecin-conseil en vue de fixer une nouvelle date pour un examen médical.

Toutefois, si le titulaire est absent une troisième fois sans justification valable à l'examen médical fixé conformément à l'alinéa 3, le montant journalier des indemnités sera à nouveau réduit de 2,5 pourcents à partir de la date de cette nouvelle absence jusqu'à la veille du jour où cet examen médical aura effectivement lieu.

§ 2. En vue du premier moment de contact visé à l'article 25/5, § 2, alinéa 1^{er}, le titulaire reçoit une invitation dans laquelle il est mentionné qu'en cas d'absence au premier moment de contact susmentionné sans justification valable, le montant journalier des indemnités sera réduit de 2,5 pourcents.

Le titulaire qui ne se présente pas au premier moment de contact sans justification valable, reçoit un envoi recommandé fixant dans un délai d'un mois à dater de la date initiale planifiée, une nouvelle date pour ce moment de contact. Cet envoi recommandé avertit en outre le titulaire qu'en cas de nouvelle absence à ce moment de contact sans justification valable, le montant journalier des indemnités sera réduit de 2,5 pourcents à partir de la date de cette nouvelle absence.

Si le titulaire est effectivement absent une seconde fois sans justification valable au premier moment de contact, le montant journalier des indemnités est réduit de 2,5 pourcents à partir de la date fixée pour ce moment de contact jusqu'à la date à laquelle le titulaire contacte le « Coordinateur Retour Au Travail » en vue de fixer une nouvelle date pour un premier moment de contact.

Toutefois, si le titulaire est absent une troisième fois sans justification valable au premier moment de contact, fixé conformément à l'alinéa 3, le montant journalier des indemnités sera à nouveau réduit de 2,5 pourcents à partir de la date de cette nouvelle absence jusqu'à la veille du jour où ce premier moment de contact aura effectivement lieu.

§ 3. Le titulaire est averti de la décision de réduire le montant journalier des indemnités, conformément aux paragraphes précédents, par un envoi recommandé. La notification contient les mentions visées à l'article 14 de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer « la charte » de l'assuré social.

§ 4. La décision de réduire le montant journalier des indemnités conformément au paragraphe 1^{er} ou 2 ne s'applique pas durant les périodes de repos de maternité visées à l'article 93 et les périodes de conversion du repos de maternité visées à l'article 98bis. ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et s'applique aux titulaires dont la période d'incapacité primaire visée à l'article 19 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants débute, au plus tôt, le 1^{er} janvier 2023.

Art. 2. In titel I, hoofdstuk III, van hetzelfde besluit, wordt een afdeling 2/2 ingevoegd die het artikel 25/12 bevat, luidende:

“Afdeling 2/2. Responsabilisering van de arbeidsongeschikt erkende gerechtigden

Art. 25/12. § 1. Met het oog op het medisch onderzoek bedoeld in artikel 25/4 § 1, derde lid ontvangt de gerechtigde een uitnodiging waarin vermeld wordt dat bij een afwezigheid op het voormelde medisch onderzoek zonder geldige rechtvaardiging het dagbedrag van de uitkeringen met 2,5 procent zal worden verminderd.

De gerechtigde die zich, zonder geldige rechtvaardiging, niet op het medisch onderzoek aanbiedt, ontvangt een aangetekende zending waarin binnen een termijn van een maand te rekenen vanaf de initieel geplande datum een nieuwe datum voor dit medisch onderzoek wordt vastgesteld. Bovendien verwittigt deze aangetekende zending de gerechtigde dat bij een nieuwe afwezigheid op dit medisch onderzoek zonder geldige rechtvaardiging, het dagbedrag van de uitkeringen met 2,5 procent zal worden verminderd vanaf de datum van deze nieuwe afwezigheid.

Als de gerechtigde daadwerkelijk een tweede keer zonder geldige rechtvaardiging afwezig is op het medisch onderzoek, wordt het dagbedrag van de uitkeringen met 2,5 procent verminderd vanaf de voor dit onderzoek vastgestelde datum tot en met de datum waarop de gerechtigde de adviserend arts contacteert met het oog op het vastleggen van een nieuwe datum voor een medisch onderzoek.

Als de gerechtigde echter een derde keer zonder geldige rechtvaardiging afwezig is op het medisch onderzoek vastgesteld overeenkomstig het derde lid, wordt het dagbedrag van de uitkeringen opnieuw met 2,5 procent verminderd vanaf de datum van deze nieuwe afwezigheid tot en met de dag voordat het medisch onderzoek daadwerkelijk plaatsvindt.

§ 2. Met het oog op het eerste contactmoment bedoeld in artikel 25/5, § 2, eerste lid ontvangt de gerechtigde een uitnodiging waarin vermeld wordt dat bij een afwezigheid op het voormelde eerste contactmoment zonder geldige rechtvaardiging het dagbedrag van de uitkeringen met 2,5 procent zal worden verminderd.

De gerechtigde die zich, zonder geldige rechtvaardiging, niet op het eerste contactmoment aanbiedt, ontvangt een aangetekende zending waarin binnen een termijn van een maand te rekenen vanaf de initieel geplande datum een nieuwe datum voor dit contactmoment wordt vastgesteld. Bovendien verwittigt deze aangetekende zending de gerechtigde dat bij een nieuwe afwezigheid op dit contactmoment zonder geldige rechtvaardiging, het dagbedrag van de uitkeringen met 2,5 procent zal worden verminderd vanaf de datum van deze nieuwe afwezigheid.

Als de gerechtigde daadwerkelijk een tweede keer zonder geldige rechtvaardiging afwezig is op het eerste contactmoment, wordt het dagbedrag van de uitkeringen met 2,5 procent verminderd vanaf de voor dit contactmoment vastgestelde datum tot en met de datum waarop de gerechtigde de “Terug Naar Werk-coördinator” contacteert met het oog op het vastleggen van een nieuwe datum voor een eerste contactmoment.

Als de gerechtigde echter een derde keer zonder geldige rechtvaardiging afwezig is op het eerste contactmoment vastgesteld overeenkomstig het derde lid, wordt het dagbedrag van de uitkeringen opnieuw met 2,5 procent verminderd vanaf de datum van deze nieuwe afwezigheid tot en met de dag voordat het eerste contactmoment daadwerkelijk plaatsvindt.

§ 3. Van de beslissing om het dagbedrag van de uitkeringen te verminderen overeenkomstig de voorgaande paragrafen, wordt de gerechtigde op de hoogte gebracht via een aangetekende zending. De kennisgeving bevat de vermeldingen bedoeld in artikel 14 van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het “handvest” van de sociaal verzekerde.

§ 4. De beslissing om het dagbedrag van de uitkeringen te verminderen overeenkomstig paragraaf 1 of 2, is niet van toepassing tijdens de in artikel 93 bedoelde tijdvakken van moederschapsrust en de in artikel 98bis bedoelde tijdvakken van omzetting van de moederschapsrust.”.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en is van toepassing op de gerechtigden wier periode van primaire ongeschiktheid bedoeld in artikel 19 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten ten vroegste op 1 januari 2023 aanvat.

Art. 4. Le ministre qui a les affaires sociales dans ses attributions et le ministre qui a les indépendants dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 mars 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Indépendants,
D. CLARINVAL
Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

Art. 4. De minister bevoegd voor sociale zaken en de minister bevoegd voor zelfstandigen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 maart 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Zelfstandigen,
D. CLARINVAL
De Minister van Sociale zaken,
F. VANDENBROUCKE

AGENCE FEDERALE DE CONTROLE NUCLEAIRE

[C - 2023/30552]

17 FEVRIER 2023. — Arrêté royal
concernant la radiographie industrielle

RAPPORT AU ROI

Sire,

J'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté un arrêté concernant la radiographie industrielle.

1. Introduction

Les entreprises de fabrication et de construction d'installations techniques contrôlent les pièces métalliques et les connexions métalliques (soudages), ainsi que les épaisseurs de matériau des pièces fabriquées. Ces contrôles sont le résultat d'exigences de sûreté et de normes dites industrielles. Cela concerne, par exemple, les structures en acier pour chaudières, tuyaux, machines, avions, navires, grues, etc. L'une des méthodes techniques pour effectuer ces contrôles est le Contrôle Non Destructif (CND). Au moyen du CND, les matériaux peuvent être examinés sans avoir à intervenir physiquement sur ces matériaux. Cela signifie qu'il n'y a pas besoin de forage, par exemple. Le contrôle peut être réalisé à plusieurs étapes dans un processus de construction.

Il existe plusieurs méthodes techniques pour effectuer des CND, telles que l'examen magnétique, l'examen par ressuage, l'examen par ultrasons et la radiographie industrielle. La radiographie industrielle utilise des rayonnements ionisants. Ce rayonnement ionisant provient d'un appareil à rayons X ou d'une source radioactive scellée. Lors de l'exécution de la radiographie industrielle, une "photo" d'une pièce à examiner est prise. Des irrégularités, fissures ou autres défauts dans une pièce peuvent être détectés car le noircissement de la "photo" diffère à ces endroits.

La radiographie industrielle peut avoir lieu dans une salle spécialement conçue (un bunker) mais aussi à n'importe quel endroit (site d'une entreprise ou domaine privé / public) où un tel contrôle est nécessaire. Le matériel utilisé est généralement mobile et peut être déplacé à la main. Les risques d'exposition aux rayonnements ionisants sont relativement élevés pour les travailleurs et les personnes du public. Pour pouvoir prendre une bonne « photo », le pouvoir de pénétration du rayonnement doit être suffisant pour irradier la pièce à examiner. Des fortes sources de rayonnements sont utilisées, telles que des tubes à rayons X avec une haute tension allant jusqu'à environ 300 kilovolts (kV) ou des sources scellées émettant des rayonnements gamma «durs» (entre autres à partir des radionucléides de sélénium, iridium, césium et cobalt). Le choix de l'utilisation d'appareils à rayons X et / ou de sources scellées est déterminé par les exigences de qualité et la nature et l'épaisseur du matériau à examiner. Les appareils à rayons X sont imposants et donc moins mobiles et moins maniables. Ils sont généralement utilisés pour le contrôle d'objets plus minces. Les appareils avec des sources scellées sont généralement pratiques et mobiles. De plus, ils ne nécessitent pas l'apport d'une source d'énergie externe (électrique). Le choix du type de radionucléide est déterminé par le matériau à étudier et l'épaisseur de ce matériau. Plus le matériau est épais, plus l'énergie requise du rayonnement ionisant sera élevée.

En raison des risques relativement élevés associés à la radiographie industrielle (et possibilité d'accidents/incidents avec de lourdes conséquences pour les employés et / ou les personnes du public) et parce que l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants (ci-après dénommé « Règlement général ») ne contient pas d'exigences spécifiques liées à la pratique de la radiographie industrielle, l'Agence a établi des exigences

FEDERAAL AGENTSCHAP VOOR NUCLEAIRE CONTROLE

[C - 2023/30552]

17 FEBRUARI 2023. — Koninklijk besluit
betreffende de industriële radiografie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Ik heb de eer een besluit betreffende de industriële radiografie ter ondertekening van Uwe Majesteit in te dienen.

1. Inleiding

Productie- en constructiebedrijven van technische installaties controleren metalen werkstukken en metaalverbindingen (lassen), maar ook materiaaldiktes van de gefabriceerde werkstukken. Deze controles vloeien voort uit veiligheidseisen en zogenoemde industriële normen. Het gaat daarbij bijvoorbeeld om staalconstructies voor stoomketels, leidingen, machines, vliegtuigen, schepen, kranen enz. Eén van de technische methoden voor het uitvoeren van deze controles is Niet Destructief Onderzoek (NDO). Met behulp van NDO kunnen materialen onderzocht worden zonder dat er fysiek ingegrepen moet worden in die materialen. Dit betekent dat er bijvoorbeeld niet geboord hoeft te worden. De controle kan in verschillende fasen in een constructieproces worden uitgevoerd.

Er zijn verschillende technische methoden voor het uitvoeren van NDO zoals bijvoorbeeld magnetisch onderzoek, penetrant onderzoek, ultrasoon onderzoek en industriële radiografie. Bij industriële radiografie wordt gebruik gemaakt van ioniserende straling. Deze ioniserende straling is afkomstig van een röntgentoestel of een ingekapselde radioactieve bron. Bij de uitvoering van industriële radiografie maakt men een 'foto' van een te onderzoeken werkstuk. Onregelmatigheden, scheuren of andere defecten in een werkstuk zijn te herkennen doordat de zwarting van de 'foto' op die plaatsen afwijkt.

Industriële radiografie kan plaatsvinden in een speciaal daarvoor ontworpen ruimte (bunker), maar ook op elke willekeurige plaats (site van een onderneming of op een privé/publiek plaats) waar een dergelijke controle noodzakelijk is. De apparatuur die gebruikt wordt, is over het algemeen mobiel en met de hand verplaatsbaar. De risico's op blootstelling aan ioniserende straling zijn voor werknemers en leden van de bevolking relatief hoog. Om een goede 'foto' te kunnen maken, moet het doordringend vermogen van de straling voldoende zijn om het te onderzoeken werkstuk te kunnen doorstralen. Er wordt daarom gewerkt met sterke stralingsbronnen, zoals röntgenbuizen met een hoogspanning tot circa 300 kilovolt (kV), of ingekapselde bronnen die 'harde' gammastraling uitzenden (onder andere van de radionucliden selenium, iridium, cesium en kobalt). De keuze voor het gebruik van röntgentoestellen en/of ingekapselde bronnen wordt bepaald door de kwaliteitseisen en de aard en de dikte van het te onderzoeken materiaal. Röntgentoestellen zijn groot en daarom minder mobiel en hanteerbaar. Zij worden over het algemeen ingezet bij dunner te controleren objecten. Toestellen met ingekapselde bronnen zijn over het algemeen wel hanteerbaar en mobiel. Bovendien dient er geen bijkomende externe voeding (elektrisch) voorzien te worden. De keuze voor het soort radionuclide wordt bepaald door het te onderzoeken materiaal en de dikte van dit materiaal. Hoe dikker het materiaal, hoe hoger de hiervoor vereiste energie van de ioniserende straling.

Door de relatief hoge risico's bij industriële radiografie (waarbij zich ernstige gevolgen voor werknemers en/of personen van het publiek kunnen voordoen) en omdat het koninklijk besluit van 20 juli 2001 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen (hierna genoemd "Algemeen Reglement") geen specifieke vereisten toespit op de praktijk van industriële radiografie bevat, heeft het Agentschap strengere veiligheidseisen opgelegd